C.N.T A.I.T

Le combat SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces — Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail — Section française de l'Association Internationale des Travailleurs — A chacun selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

26e année - Nouvelle série, N° 106 — 20 FRANCS — VENDREDI 15 MAI 1953

La véritable force du militarisme n'est pas dans ses profiteurs.

Elle réside:

dans la domestication des foules mobilisées, la passrvité et l'inconscience de ceux qui font les armements, dans l'inertie des autres.

L'amour de la discipline

L'enseignement militariste affirme que la discipline fait la force principale des armées, ce qui est son rôle. Laissons lui ce privilège, nous qui sommes convaincus que l'autorité de la contrainte (à ne pas confondre avec celle de la science et du talent) en dotant d'une vaine puissance celui qui l'exerce, mutile la personnalité de celui qui la subit sans que la collectivité au nom de laquelle sont lancées de si flambantes formules en tire le moindre profit. Il n'en demeure pas moins qu'en raisonnant ainsi le militarisme est envers lui-même d'une logique rigoureuse, puisque sa raison d'être est le maintien entre les hommes des barrières artificielles de sa hiérarchie.

Bien qu'il n'y paraisse pas toujours la structure des Etats et des gouvernement découle des mêmes principes que ceux du Président à l'organisation des armées, ce qui n'est pas une raison (et c'est là que nous voulions en venir) pour en déduire que pour progresser le genre humain ait besoin de tout cet attirail, ni que la libération sociale vers laquelle tendent nos efforts nécessite l'emploi, ne serais-ce que temporairement, de méthodes rétrogrades. Ce n'est pas en ignorant la réalité individuelle et la puissance de la liberté que l'on facilitera les explosions populaires qui précèdent les grandes réalisations révolutionnaires.

Or une curieuse conception de la discipline a pris corps, dans les milieux ouvriers. Sous prétexte de se débarrasser d'un romantisme dépassé qui peut-être fut parfois exclusif, on en vient à vouloir ignorer complètement les aspirations intimes de la personnalité. Du train où l'on y va, au lieu que la société soit faite le plus possible à l'image de l'homme, il faudrait bientôt que ce dernier oublie qu'il existe, pourvu que la société continue. Ce n'est plus la personne humaine, que l'on cherche à améliorer, mais la cage dans laquelle elle est condamnée à passer son existence. Le plus triste est que trop souvent le militant ouvrier (et pas seulement ce qu'il est convenu d'appeler la « masse » ouvrière) n'a pas échappé à ce courant qui veut limiter son sens critique et discréditer l'esprit de révolte sans lequel rien de grand n'a été et ne sera jamais fait. Selon sa fonction le militant se fait trop volontiers officier, caporal ou simple soldat, il lance des ordres (des « consignes » nous dira-t-on) qu'il attend qu'on lui donne, tout cela dans un esprit promilitaire, pour le moins caporaliste, esprit qui ne dispose guère aux actions d'envergure où la force et l'initiative de tous, drainées par la libre association, justifient les plus beaux espoirs.

Pris entre une mécanisation toujours plus prononcée de la vie quotidienne et un besoin de liberté qu'il éprouve même s'il n'a pas le courage d'en faire état, il adopte ici encore (ici comme presque partout) la solution la plus paresseuse, il se laisse emporter par une marée d'obligations qui lui paraissent inévitables, sans essayer d'imposer à la hiérarchisation des actions et des fonctions les plus banales, une limite à laquelle il finit par ne plus croire. Cet avachissement, qui contraste avec une incontestable élévation du niveau culturel, provient en grande partie de l'abus qui a été fait du mot *discipline*. Au nom de la discipline, on a restreint chez beaucoup le goût de la liberté en confondant à bon escient, pour servir la cause de meneurs indignes, les nécessités qu'il y a de savoir se forger soi-même une discipline personnelle avec un « collectivisme » qui est un défi à l'harmonie collective.

Et après avoir fait accepter que la discipline se traduise par du respect pour une foule de choses qui ne méritent pas d'être respectées, on a commencé par faire admettre que la révolution ayant elle-même besoin de beaucoup d'ordre exigeait que la hiérarchie et l'esprit hiérarchique existassent même dans les rangs ouvriers et révolutionnaires. Le malheur est que les plus mauvaises habitudes soient celles qui se développent avec le plus de facilité. D'un esprit fraternel qui n'aurait jamais dû être entamé, on est allé à une déférence exagérée pour les titulaires de certaines fonctions responsables pour en arriver, sur un plan plus général, à l'injustice, à un respect scandaleux pour ce que l'on croit être la force et enfin, pour couronner le tout, à une acceptation dégradante de mille mesures qui restreignent inutilement la liberté individuelle.

Quand donc l'action se déroulera-t-elle dans un esprit de révolte réhabilité qui mette en danger jusque dans ses fondements un monde que le prolétariat devrait rougir d'avoir respecté si longtemps ? Si le travailleur s'incline devant la force (puisqu'il se croit faible), qu'il ait au moins la fierté de redresser la tête devant ceux qui, en raison de leurs fonctions et de leurs privilèges, veulent le regarder de trop haut. (Trop d'empressement pour ceux qui sont en haut de la hiérarchie, trop de dédain pour ceux qui sont en bas).

Une longue pratique de la discipline mal comprise a conduit les pauvres, les « sans-grade », (les moins que rien), à un respect immodéré pour les galonnés et autres détenteurs de privilèges, sur les lieux du travail comme dans la rue. En élément discipliné, celui qui devrait le premier se dresser contre la puissance politique et économique qui l'écrase, implore cette puissance de bien vouloir lui dispenser ses bienfaits. Le mot réformisme ne suffit plus pour évoquer tant de petitesse, c'est en pleine mandigoterie qu'actuellement le parti le plus nombreux de la classe ouvrière paraît aimer patauger. La discipline pourrait être une grande vertu, mais dès le moment où elle fait perdre à l'homme sa dignité, où elle détruit en lui le désir de liberté, où elle conduit à respecter ce qui opprime, elle constitue le pire des vices ! !

En attendant qu'une saine conception de la discipline ait droit de cité dans tant d'organisations ouvrières auxquelles la C.N.T. s'honore de n'être pas apparentée, on serait tenté de rendre hommage à l'indiscipline.

« *Liberté*, que de crime sont commis en ton nom », est-il dit souvent. Mais on peut ajouter : « discipline, que de *bassesses* sont commises en ton nom » ! !

Henri ROUYE.

2e U. R.

NÉCROLOGIE

Notre camarade Daniel Bouyssou qui profitait de ses vacances dans l'Est, est tombé victime d'un accident de la route sur lequel nous n'avons que peu de renseignements.

Il s'agit d'un jeune camarade ajusteur aux Usines Latil de Suresnes, en qui nous avions fondé de grands espoirs et sa disparition laissera vide une place que nous souhaitons être bientôt comblée.

Histoire de tanneurs

Les Industries des Cuirs et Peaux connaissent, depuis quelques années, de sérieuses difficultés pour écouler leurs produits, d'où... chômage dont on évaluera l'importance sachant qu'il s'agit là de la 3e industrie de France.

La chaussure fut d'abord particulièrement atteinte, et l'est toujours, connaissant parfois 60 % de chômeurs. En 1949 on attribuait cela à l'apport de chaussures étrangères sur le marché français, bien qu'en 1947 la production de chaussures en France dépassait de 38 % celle de 1938.

Cet apport de chaussures étrangères s'expliquait par une question de devises. Des peaux étaient exportées d'abord. Puis des chaussures importées, mais en échange de produits français de vins en particulier. Donc, gain de devises dont les ouvriers de la chaussure faisaient les frais. Peut-être est-ce, là, une des fameuses « contradictions internes du régime capitaliste » dont certains ne se plaignent pas de trop ?

Aujourd'hui, c'est la Tannerie qui est atteinte gravement !

En partie pour des devises, encore, mais aussi pour avoir dû servir le prestige d'un ancien Président du Conseil dont le nom, accolé à la politique de « baisse » qu'il promouvait, était un véritable symbole de l'impuissance.

C'est, vous vous en doutiez, de Pinay qu'il s'agit, de Pinay-le-bluff, lui-même patron d'une tannerie à St-Chamond (Loire).

Comment ce patron-tanneur a-t-il pu porter tort à sa propre industrie ? Voici.

Lorsqu'il devint Président du Conseil, les Tanneurs se trouvaient en pleine euphorie depuis le début de l'année. Les cuirs bruts avaient accusé une forte baisse et les patrons en profitaient, car ils se gardaient bien de faire répercuter cette baisse sur les produits finis. Pinay en place, ses fameuses baisses annoncées à grand fracas, certains tanneurs diminuèrent leurs prix de 5 %, auxquels il furent bloqués.

Et puis le confrère-président entra dans la danse.

A propos de viande !

Pour que celle-ci puisse baisser, il demandait la revalorisation du cinquième quartier (soit la peau) et menaçait d'autoriser les exportations de celui-ci pour en relever les cours. Lesquelles autorisations furent accordées sous forme de licences dont les bénéficiaires abuseraient pour pratiquer des exportations massives.

Et les cuirs bruts virent leurs cours remonter, et les patrons qui avaient, avant cette hausse, bien travaillé, hésitèrent à les acheter. Sur quoi se greffa le marché noir des malins (bouchers, abattoirs) qui reniflèrent une bonne affaire et stockèrent des peaux brutes avec l'espoir qu'elles augmenteraient encore. Ainsi la rareté était organisée et, si la baisse de la viande fut illusoire (les bouchers n'étant, croyons-nous, pas tellement d'accord), le « cinquième quartier » atteignit en quelques mois des augmentations de 40 à 85 % suivant les différentes catégories d'où vif ressentiment des tanneurs déclarant que ce n'était vraiment pas la peine d'être du métier pour figurer un Président du Conseil — disons — aussi... minable.

Pinay parti, René Mayer survint et se trouva face aux doléances des syndicats, ouvriers et patronal, auxquels ses services répondirent que les exportations de cuirs bruts ne portaient que sur des tonnages minimes, ne pouvant gêner (alors que le *Journal Officiel* du 22 mars annonce l'exportation de 760 tonnes pour l'Angleterre et l'Amérique) ; que les licences d'exportation n'étaient délivrées que pour un mois (mais on en délivre une autre le mois suivant sans doute est-ce là quelque poule aux œufs d'or), et que les stockeurs seraient recherchés et punis (promesse ministérielle qui nous rappelle les rodomontades d'Yves Farge qui, nommé ministre du ravitaillement lors d'une époque de pénurie, promettait, de Bikini où il assistait à la première expérience atomique, les pires châtiments, dont la peine de mort, aux trafiquants de notre doulce France). Promesse ministérielle, avons-nous dit, et Mayer, rétablissait... une taxe d'aide à l'exportation (abolie) par Pinay sur la fin de son règne) se traduisant par une nouvelle augmentation des peaux. Ce qui n'était pas pour arranger les choses. Aussi le Tanneries réduisent-elles leurs horaires (moins de 40 heures et des semaines entières chômées) des licenciements ont-ils lieu, le patronat exerce-t-il une férule plus lourde encore sur les travailleurs (une occasion unique, ma foi) cependant que les syndicats en sont réduits à multiplier les démarches auprès des pouvoirs publics... qui ont d'autres chats à fouetter, et surtout d'autres intérêts à défendre.

Aux dernières nouvelles tout s'arrangerait. Le gouvernement a sorti un décret autorisant les tanneurs à acheter et *à vendre* leurs produits finis aux prix qu'ils voudraient.

Tout s'arrangerait... façon de parler ! Car, d'une part, cette autorisation va se traduire par une hausse des prix de vente de la peaux et des articles de cuir que le consommateur paiera. D'autre part, pour éviter une trop forte hausse, les patrons tanneurs vont-ils limiter leurs frais. Allons, il y a encore de quoi tours pour la « productivité » de tanneur, et des autres ind[illegible] cuirs et peaux, attends-toi [illegible] d'un peu plus de fatigue et de sueur l'« effort » des patrons pour sauve[illegible] l'industrie, leur industrie. A moins qu[illegible]u ne réagisses ! Mais, le feras-tu ? Essaie de te sau-

(*Suite page* 4.)

Lampiste, souviens-toi!

Tu vas encore te faire avoir!

Si les bonzes de la C.G.T., de F.O., de la C.F.T.C., *des Cadres*, se sont mis d'accord c'est pour te posséder, une fois de plus.

On t'inonde de paperasses. Les as-tu bien lues?

As-tu vu qu'on te propose, par localités, des arrêts de travail dont tu détermineras la durée, le moment le plus propice.

Pourquoi ces mouvements sporadiques? Pour un acompte de 5.000 francs *à valoir sur une augmentation hiérarchisée de* 15 %. Pour des revendications catégorielles telles que les primes de traction, un nouveau reclassement dit « revalorisation des filières ».

As-tu oublié mars 1951? Les trahisons des dirigeants de F. O., de la C.F.T.C.? La neutralité de ceux de la C.G.T.?

A cette époque on t'a eu avec *les* 6.000 *francs pour tous!*

Aujourd'hui on ne ruse même plus avec toi. Ta situation s'est-elle améliorée au point qu'on abandonne le principe de cette augmentation uniforme?

On veut te faire participer à des mouvements partiels, limités dans le temps, donc voués à l'échec, *et dont tu seras la victime*, pour avantager des gens qui gagnent quatre fois plus que toi et, qui de tous temps, ont fait les « *jaunes* ».

Pour toi ce sera 4 ou 5 %, déduction faite *des plusieurs centaines de francs* que tu touches comme complément depuis « l'harmonisation ».

Le coût de la vie augmentant immédiatement du double, tu vois le résultat.

Ne tire plus les marrons du feu pour les autres !

Accomplis ton devoir de syndicaliste !

FAIS LA GREVE, mais à la condition qu'elle soit générale et illimitée.

FAIS LA GREVE, mais pour obtenir la satisfaction de revendications valables :

Pour les 35.000 francs à la base. Rien à partir de l'échelle 10;
Pour les 40 heures;

Pour la suppression des zones de salaires;

Pour la retraite à 50 ans;

Pour la suppression des pouvoirs discrétionnaires d[illegible]urgeois du rail ».

FAIS LA GREVE, *classe contre classe*, pour aboutir enfin à une véritable amélioration de ta condition.

LE BUREAU FEDERAL DE LA F. T. R.

COMMUNIQUÉS

TRESORERIE CONFEREDALE

Tous les fonds doivent être envoyés à Arondel Maurice, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9e), C.C.P. 8824-68 Paris.

FEDERATION DU BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment doit être envoyé à l'adresse suivante, fonds et correspondance: ARONDEL Maurice, 100, rue Doudeauville, Paris-18e. Chèque Postal: 6261-16 Paris.

2e Union Régionale

Syndicat Unifié du Bâtiment de la Région Parisienne, Assemblée générale du Bâtiment, dimanche 17 mai 1953, à 9 h. 30 précises, à la « Chope du Combat », 2, rue de Meaux, Paris (19), métro: Colonel-Fabien.

Ordre du jour très important.

VIe Union Régionale

Union Locale de Toulouse

C. N. T., Bourse du Travail, place Saint-Sernin.

L'Union Locale des Syndicats de la Confédération Nationale du Travail de Toulouse porte à la connaissance des délégués syndicaux, adhérents, et sympathisants du nouveau transfert effectué au siège de la Bourse du Travail, rez-de-chaussée.

Les permanences syndicales seront assurées tous les soirs, de 18 h. 30 à 20 h., le dimanche matin, de 9 h. à 12 h.

Union Locale de Toulouse

C. N. T., Bourse du Travail, place Saint-Sernin, Toulouse.

L'Union Locale des Syndicats de la Confédération Nationale du Travail de Toulouse, invite tous les délégués syndicaux et adhérents à assister à l'Assemblée générale qui aura lieu à la Bourse du Travail, place Saint-Sernin, le dimanche matin, de 10 h. à 12 h., le 17 mai 1953.

Vu l'importance de l'ordre du jour, les camarades se doivent d'être présents.

DANS NOS RÉGIONS

CHEZ RENAULT

Ne pouvant, ou pour mieux dire, ne voulant répondre aux revendications justifiées des ouvriers M. Lefaucheux a, délibérément, mis en chômage 37.000 travailleurs. Tous les arguments qu'il invoque sont autant de mensonges dignes d'un homme de son espèce. Il espère, en privant de pain, des dizaines de milliers d'être humains, pouvoir trancher, à son avantage, ces justes revendications. Il s'imagine qu'en faisant tirer la langue à ceux qu'il exploite il renforcera son autorité. Pauvre type, son geste inqualifiable, injustifiable, ne peut qu'aigrir les timorés et, s'il n'a songé qu'à se venger des « meneurs » (comme ils disent) il e nrestera et s'en formera d'autres, car quoi qu'en pense notre bourgeoisie arriérée, la lutte de classe est toujours vivace et de tels gestes ne peuvent assainir le « climat de paix sociale » tant prôné par les exploiteurs et les repus.

Section syndicale C. N. T.
de la R. N. U. R.

MEETING DU 1er MAI

C'est devant une salle comble que le camarade Laurent, président, ouvrait le meeting: « Le sort des Travailleurs, dit-il, n'est guère brillant... alors, sachons, par une franche fraternité, nous associer pour combattre le Capital et l'Etat. »

Ensuite, Lola fit appel à l'Union « entre nous », et « à la Base »... « Ayons l'esprit de révolte et d'enthousiasme : leviers de toute action directe révolutionnaire »...

« Nous saluons la vaillante C. N. T. qui lutte en Espagne contre Franco. » (Toute la salle cria: A bas Franco!)

Charles Molina parla des Jeunesses Syndicalistes révolutionnaires et Georges Couget, de Grenoble, de l'Education réaliste des jeunes et de leurs tâches d'avenir.

Ensuite Yvernel nous fit une information sur la situation actuelle dans la métallurgie (usines Renault).

Puis Dimanche nous exposa la situation sur le plan international, et préconisa la pénétration de la C. N. T. dans les milieux Nord-Africains, si misérables. « Les peuples veulent la Paix! Les dirigeants evulent la Guerre!... ce qu'il faut, c'est de l'action, encore de l'action, toujours de l'action! »

Pour conclure, le camarade Riguidel, du SUB, retraça l'historique du Premier Mai, parla de la revalorisation générale des salaires. Il rappela que notre Congrès International qui aura lieu en juillet 1953 devra se préoccuper de mettre sur pied une « véritable Internationale de lutte commune ».

Et pour terminer Riguidel recommanda de pratiquer une large solidarité à l'égard des étrangers, réfugiés chez nous pour leur opinions politiques.

A l'issue du meeting une collecte fut faite par deux charmantes jeunes camarades et rapporta près de 8.000 francs.

8e UNION REGIONALE

Le dimanche 3 mai a eu lieu une Assemblée générale du Bâtiment de la 8e U. R. L'ordre du jour discuté fut le suivant: Quelle doit être l'attitude des camarades de la C. N. T. lorsqu'une Centrale Syndicale quelconque donne un ordre de grève erroné?

Après avoir confronté divers points de vue les camarades ont décidé que:

Lorsqu'un ordre de grève venant d'une Centrale Syndicale quelconque est lancé et que cet ordre ne correspond pas aux intérêts des travailleurs, les camarades de la C N. T. se doivent de dénoncer les manœuvres trompeuses et, comme par le passé, n'accepter l'unité d'action que pour des revendications concrètes et utiles aux travailleurs.

A l'issue de la réunion les camarades ont demandé que cet ordre du jour soit rediscuté en Assemblée générale des Syndicats de la 8e U. R. (Bâtiment, Métaux et Interprofessionnel) dans un prochain délai.

**Le Syndicat du Bâtiment
de la 8e U. R.**

☆

Échos...

ICI « POSTE PARISIEN »

Le jeudi 30 avril 1953, Delamare à la radio de 13 heures parlait d'un jugement rendu par les tribunaux au sujet d'un accident survenu sur la voie publique, accident produit par un chauffeur de camion, non assuré. Ce dernier fut condamné à 400.000 francs de dommages.

Ce chauffard fit appel au jugement parce que le patron de l'accidenté ne s'était pas dérangé. Il obtint gain de cause, le montant des dommages fut réduit à 100.000 francs; le plaignant ne pouvant fournir de feuilles de paie prouvant qu'il gagnait bien le chiffre indiqué; et pour cause, l'accidenté travaillait aux pièces et percevait ses émoluements de la main à la main.

Naturellement, le patron ne se dérangea pas, craignant sans doute d'être inquiété pour non observations des lois sociales.

Camarades, songez aux accidents, exigez de vos exploiteurs des feuilles de paie portent les sommes que vous gagnez effectivement.

LES MOUTONS DE PANURGE

Ainsi donc, répondant à un mot d'ordre trompeur, le 30 avril entre 14 et 15 h., heure évidemment presque sans trains, ne voyant pas plus loin que votre bout de nez, vous avez débrayé, fait les gros durs dans la cour des Départs.

Les promoteurs du mouvement ne vont pas manquer de vous congratuler, d'affirmer hautement que : « conscients de la nécessité de défendre leur outil de travail menacé, les cheminots de Paris Nord dans un magnifique élan d'unité d'action, enfin réalisée, ont démontré leur volonté de réagir pour obtenir de meilleures conditions de vie...

Ces affirmations gratuites ne manqueront pas de satisfaire bon nombre de couillons qui savent se contenter de peu.

Mais si Bourrie, grand dictateur du personnel de la S.N.-C.F. *a décidé* de vous allouer généreusement 3 ou 4 % d'augmentation vous n'obtiendrez pas un « fifrelin » de plus.

Et s'il plaît à Gursat, indiscutable maillot jaune » des directeurs régionaux, de faire subir au personnel des « Billets » et « locations »un sort identique à celui qui vient d'être réservé aux exécutants des « Bagages » soyez assurés que « son compte est bon ».

A propos ! Au risque de passer pour de vulgaires curieux nous serions heureux de connaître les noms des actionnaires de l'entreprise à qui a été octroyé ce « monopole » et aussi celui du bourgeois du rail qu'on fout à la porte de la S.N.C.F., « because la limite d'âge, qui va occuper la sinécure de directeur ?

Donc, ministre et dirigeants, ayant pris votre mesure, devant l'étalage de vos lachetés successives, *n'en font qu'à leur tête.* A qui la faute ? Le temps n'est pas si loin ou le personnel des Bagages, par exemple, faisant preuve d'un égoïsme répugnant, travaillait à 99 % pendant que leurs camarades des autres services luttaient pour améliorer « la matérielle ».

Bien qu'on ne puisse actuellement s'abstenir de plaindre « les déportés » nous sommes contraints de constater qu'ils récoltent en proportion de ce qu'ils ont semé.

Leur réveil tardif ne les a pas empêchés de se révéler aussi indécrottables que tous les autres. *Tous les autres, qui gagnent moins de* 25.000 *francs,* ont débrayé pour les 15 %, pour l'alignement de certaines filières (reclassement), pour l'augmentation des primes de tractions des « *éternels jaunes* », dont la plupart gagnent actuellement plus de 100.000 francs par mois.

C'est à mourir de rire !

Vous avez débrayé, lampistes abusés, faisant cause commune avec le S.P.I.D. (Cadres), avec Michel (l'amer), ce chef de gare commercial nanti d'une âme de garde chiourme, cet anti social animé par la seule idée de faire « suer le burnous » et qui inconscient à coup sûr, eut un jour le toupet, devant un des notres, de se réclamer du syndicalisme !

Tendant à prouver un courage le plus souvent inexistant vous n'avez réussi qu'à vous couvrir de ridicule.

Le vrai courage, c'était de dire : NON ! à ceux qui vous ont endormis une fois de plus. Dire : NON ! comme ceux qui sur de nombreux chantiers, prouvant ainsi qu'ils n'étaient plus dupes, refusèrent de débrayer *pour faire le jeu de leurs ennemis de classe.*

La grève ? D'accord ! Mais à la condition majeure qu'elle soit générale, illimitée *et déclanchée pour la satisfaction des besoins de ceux qui ont faim.*

Aussi à l'avenir notre C.N.T., excluant tout esprit corporatif et catégoriel, inspirée par la seule solidarité qui est l'essence même du véritable syndicalisme luttera-t-elle, car il n'y aura jamais de « jaunes » chez elle, à côté du mouvement unitaire factice, pour la défense de ses propres revendications, dénonçant inlassablement la duplicité des trompeuses « sirènes ».

Dufalot, lampiste.

P.S. — Agents de billets, l'augmentation des tarifs va provoquer le « changement des prix ». Vos exploiteurs vont avoir besoin de vous. C'est le moment, si vous êtes aussi durs que vous le prétendez, de leur prouver, en vous dissociant des éternels valets à leur botte, que l'on ne vous prend pas comme les poissons, par la g...

- - Chronique juridique - -

Arrêt de la Cour de Cassation
(*Ch. Civ. Sect. Soc.* 4 *déc.* 1952)

On sait qu'en cas de lienciement, en vertu de l'article 64 K du livre II du Code du Travail, « l'indemnité compensatrice de congés payés est due du moment que la résiliation du contrat de travail n'a pas été provoquée par *la lourde faute du salarié.* »

Mais que faut-il entendre par lourde faute ?

Nous avons déjà souligné qu'il ne fallait pas confondre faute lourde (communication à une entreprises concurrente de renseignements professionnels, sabotage, etc.), avec faute grave (altercation avec un autre ouvrier, incorrection à l'égard de l'employeur, etc), qui n'est pas jugée suffisante pour priver de l'indemnité de congés payés.

La Cour de Cassation, dans un arrêt que nous reproduisons ci-dessous, a assimilé le vol à une « faute lourde » privative de l'indemnité.

Arrêt de la Cour de Cassation
(*Ch. Civ. Sect. Soc.* 4 *déc.* 1952)

« La Cour,

« Sur le rapport de M. le Conseiller Hamel, les observations de Me Talamon, avocat du demandeur, et M. l'Avocat général Blanchet, en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Statuant sur le pourvoi des Etablissements Bellot ;

« Sur le moyen unique :

« Vu l'article 54 K du livre II du Code du Travail ;

« Vu l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

« Attendu qu'aux termes du premier de ces textes «...l'indemnité compensatrice de congés payés est due du moment que la résiliation du contrat de travail n'a pas été provoquée par la faute lourde du salarié... »

« Attendu que pour condamner la Sté des Ets Bellot frères à payer à Vitrant, ouvrier bonnetier, la somme de 8.390 francs pour congés payés 1948-1949, le jugement attaqué se fonde sur ce que, d'une part, le brusque renvoi du susnommé et la peine prononcée contre lui par le Tribunal répressif « constitue la sanction nécessaire et suffisante aux faits reprochés » et sur ce que, d'autre part, « il n'y a pas lieu d'y ajouter de surcroît la privation du droit, qu'au moment de son licenciement l'ouvrier avait acquis pour congés payés, dont le montant n'est d'ailleurs pas contesté » ;

« Mais attendu que le jugement, qui reconnaît lui-même que ce salarié a été congédié en raison « des soustractions de marchandises fabriquées et condamné par jugement devenu définitf » pour ce délit, fait qui constitue la faute lourde, n'a pas ainsi tiré de ses propres constatations les conséquences juridiques qui s'imposaient ;

« D'où il suit qu'en statuant ainsi, qu'il l'a fait, le jugement attaqué a violé le texte visé au moyen et n'a pas donné de base légale à sa décision ;

« Par ces motifs,

« Casse et annule le jugement rendu le 5 décembre 1949 par le Conseil des Prud'hommes de Troyes, et renvoie devant le Conseil des Prud'hommes de Châlons-sur-Marne. »

LIBRAIRIE

LIVRES D'ÉDUCATION SEXUELLE

A. BINET. — L'Amour et l'émotion chez la femme, 240, 270.

A. BINET et J. HARTMANN. — Les Rapports sexuels et leurs déficiences chez la femme, 240, 270.

Dr MARCHAL. — Liberté de conception, 450, 495. — Le Calendrier de la femme (annuel), 180, 190.

Dr PELLETIER. — L'Emancipation sexuelle de la femme, 80, 100.

Me J. VASSIVIERE. — La Virginité chez la jeune fille, 30, 40.

LIVRES... LIVRES... LIVRES...

BAKOUNINE. — Dieu et l'Etat, 125, 155.

P. BESNARD. — L'Ethique du syndicalisme, 75, 105. — Le Monde nouveau, 180, 210. — La Paix, 100, 130.

J. BLANC. — Confusion des peines. T. I., 255, 285. — Joyeux fait ton fourbi. T. II, 255, 285.

L. BUCHNER. — Force et Matière, 240, 285.

P. BRIERE. — Salaires et niveau de vie en U.R.S.S., 150, 180.

F. de CASTRO. — Emigrants, 390, 420.

CEYRAT. — La Trahison permanente du P.C., 150, 180.

G. CHAUMEL. — Hist. des cheminots et leurs syndicats, 280, 310.

A. CILIGA. — Sibérie, 360, 390. — Au pays du mensonge déconcertant, 300, 330.

M. COLLINET. Condition humaine. 510, 555 fr. — Esprit du Syndicalisme. 550, 595 francs.

J. DANOS et GIBELIN. — « Juin 36 », 550, 595.

J. DUBOIN. — Economie distributive, 150, 170. — L'Economie distributive s'impose, 150, 170.

E. DOLLEANS. — Féminisme et mouvement ouvrier. — La vie de George Sand, 420, 450. — Hist. du mouvement ouvrier. T. I, 1830-1871, 450, 510. T. II, 1871-1936, 450, 510.

M. DOMMANGET. — Jacques Roux, le curé rouge, 100, 130. — La Révolution de 1848, 80, 100. — Sylvain Maréchal, « l'homme sans Dieu », 600, 670.

S. FAURE. — Mon Communisme, 260, 290. — La Douleur universelle, 200, 230. — L'Imposture religieuse, 230, 275. — Propos subversifs, 280, 310. — La Véritable Révolution sociale, 80, 110.

A. GERBAULT. — Un Paradis se meurt, 450, 480.

G. GIROUD, Paul Robin, 200, 245.

G. Guarescki, Mon Petit Monde à Moi, 450 fr., 480 fr.

E. HAECKEL. — Histoire de la création: 600-670 fr.

M. HALLE. — Par les chemins creux et la grand'route, 150, 180.

J. HUMBERT. — Sébastien Faure, 180, 210. — Eugène Humbert, 450, 495.

HUREAU. — Les Jésuites, la classe ouvrière et la révolution, 80, 110.

J. JACQUES. — Vie et mort des corporations, 125, 155.

H. JOUIS. — Richesses insoupçonnées, 150, 170.

A. KRAKOWIECKI. — Kolima, le bagne de l'or, 360, 405.

L. LAURAT. — Du Komintern au kominform, 150, 180. — Staline et la linguistique, 150, 180.

L. LECOIN. — De prison en prison, 160, 190.

P. LEFRANC. — L'Internationale chrétienne, 370, 400.

G. LEVAL. — L'Indispensable Révolution, 150, 180.

LISSAGARAY. — Hist. de la Commune de 1871, 500, 570.

P. LOUIS. — Hist. du mouvement syndicaliste en France. T. I, 1789-1918, 300, 330. T. II, 1918-1948, 300, 330. — Hist. du socialisme en France, 600, 670.

L. LOUVET. — Hist. mondiale de l'anarchie. T. I, 125, 155.

R. LUXEMBOURG. — Vie héroïque. Lettres de prison, 80, 110. — Réforme ou révolution ? 90, 120. — Grèves générales, parti et syndicats, 80, 110.

Notre ami Dommanget (1), avec le talent que nous lui connaissons, a écrit le livre que nous attendions.

Très documenté, celivre nous révèle l'historique du « 1er mai », ses luttes, ses victoires en France et dans le Monde.

Un livre que tout militant doit avoir comme livre de chevet.

En vente à la librairie: 750 francs, franco 795 francs. C. C. P. Paris 7473-08. M. Marchetti Robert, 1, rue Dulaure, Paris-20.

(1) La Révolution de 1848. 80, 100. — Sylvain Maréchal, « L'Homme sans Dieu », 600, 630. — La Commune et les Communards, 20, 30.

CNT

Le Directeur-Gérant:
AKOUN Elie.

SO.FR.IM.,
17, rue de Clignancourt.

une libre - Tribune libre - Tribune libre - Tribune

LES ARTICLES INSERES CI-DESSOUS N'ENGAGENT QUE LA RESPONSABILITE DE LEUR AUTEUR ET NE PEUVENT INTERVENIR DANS LA LIGNE DE L'ORGANISATION, A AUCUN MOMENT.

CRÉPUSCULE

Il est lamentable de constater que les révolutionnaires n'ont pas encore compris que la « Polémique » est partie intégrante de la vie et que par conséquent il est absurde de prétendre que « les polémiques aboutissent à une dispersion de forces ».

En tant que révolutionnaires, c'est-à-dire en hommes conscients du rôle qui nous incombe dans le concerto social, nous affirmons n'avoir pas peur ni du bolchevisme, ni de l'américanisme, ni du fascisme, ni de la polémique. Nous ignorons, totalement si aux grands carrefours de l'histoire, des gens lucides ont cédé à la panique et se sont engagés dans des voies qui les ramenaient au bord du précipice; un fait est certain ,c'est que, en tant qu'Etrès dépourvus de tout préjugé religieux ou politique, nous trouvons très paradoxal le comportement de tous ceux qui s'insurgent contre les polémistes alors qu'eux-même se servent de cette arme redoutable qu'est la polémique. Je conseille, a tous ceux qui écrivent; « il est triste de constater que des militants engagent des polémiques quant au choix des tactiques à suivre dans un monde divisé en deux blocs importants » je leur conseille dis-je, de lire « l'anti-During d'Engels » la « Misère de la Philosophie de Marx » l' « Empirio-Criticisme de Lénine » et « Anarchisme et Socialisme de Staline » ensuite ces camarades nous diront si ces œuvres maîtresses du matérialisme-historique et dialectique, furent, oui ou non, des œuvres polémiques et cependant, elles furent écrites pour refuter des théories adverses tout en essayant de démontrer l'exactitude de la théorie chère aux Maîtres Marxistes.

Oui en effet, plus que jamais il est temps de mettre un terme à la confusion parce que le confusionnisme grandit chaque jour et contamine tout, hommes et choses. Nul n'est prophète en ce monde, même pas Moïse ou Nostradamus, alors nous ignorons si la guerre aura lieu. Ce qui est certain c'est que si nous voulons être ponctuels au rendez-vous fixé par l'histoire afin d'empêcher qu'un nouveau monstre autoritaire n'établisse son règne sur le cadavre de deux autres, il faut savoir ce que nous voulons et quelles sont les méthodes que nous devrons employer pour détruire l'autoritarisme sous toutes ses formes. Certes, il est indiscutable que lorsque les syndicalistes révolutionnaires seront très nombreux, les polices de l'Ouest s'efforcerons de les écraser, mais il est vrai aussi qu'à ce moment là, un autre facteur interviendra dans le débat, ou si vous préférez, dans la balance de l'histoire et alors, si vraiment les révolutionnaires sont très nombreux, il n'est pas sûr que la police fidèle défenseur de l'exploitation de l'homme par l'homme, puisse triompher dans la lutte pour la vie.

Contrairement à beaucoup d'autres, nous pensons que le Capitalisme, docteur spécialiste très avisé, a depuis très longtemps, pris la température des dirigeants de la classe ouvrière ainsi que de celle du prolétariat lui-même, c'est pourquoi aujourd'hui le Capitalisme s'impose en Maître.

Maintenant essayons d'être francs, sincères. La C.G.T. et ses dirigeants sont-ils oui ou non responsables de l'état actuel de la classe ouvrière ?. Est-il vrai qu'après la « Libération » le Parti Communiste Français et sa fidèle servante, la C.G.T. ont toujours trahi la classe ouvrière ? Est-il vrai que les Camarades ??? ex-Ministres Thorez, Billoux, Croizat, furent les protagonistes du fameux slogan : Camarades retroussons les manches ? » Est-il vrai qu'à l'époque où ces messieurs-camarades étaient au volant de l'Etat, la grève fut mise à l'index et que tout ouvrier qui prétendait faire grève était considéré comme le pire ennemi de la classe ouvrière ? Avons-nous oublié tout celà ? Et si notre mémoire est fidèle, comment se fait-il qu'aujourd'hui des syndicalistes révolutionnaires s'insurgent contre l'arrestation de Le Léap, Frachon et consorts ? N'ayons crainte de le dire, l'arrestation des dirigeants de la C.G.T. ne nous intéresse pas. Nous ne voulons pas savoir s'il y a ou s'il n'y a pas violation de l'article 76 du Code Pénal. Pour nous, ce n'est pas là un tableau nouveau, tout au plus c'est une farce, un coup de pied en vache que certains politiciens flanquent dans le tibia d'autres polititiens, ensuite, à qui peut-on faire croire que si demain la C.G.T. se trouve dissoute, ce sera là le prélude à la guerre parce que cette centrale disparue, les reitres bellicistes auront les coudées franches ? En vérité ces affirmations nous font sourire car nous avons l'impression que les camarades ne se souviennent plus de la C.G.T. d'avant 1914. Allons camarades, soyons cohérents avec nos principes et l'idéal que nous défendons et reconnaissons que cette manière d'interpréter l'histoire aggrave le confusionnisme qui règne sur le monde. Au vrai est-ce que la C.G.T. bolcheviste est capable d'arrêter ce fléau qu'est la guerre ?

Au su de tout le monde la C.G.T. est une succursale de la Dictature Bolcheviste. Elle est au service d'un parti dont les dirigeants considèrent que tous ceux qui ne partagent pas les conceptions du marxisme dialectique sont les ennemis véritables du marxisme. Qu'importe si votre conception de la vie est conforme aux aspirations et aux désirs humains, du seul fait que vous n'admettez pas le dogme infaillible, immanent, transcendantal du matérialisme historique et dialectique, vous êtes un ennemi et par conséquent il faut mener contre vous, une lutte véritable comme si vous étiez un véritable ennemi du prolétariat. Voilà la vérité qu'on se garde bien de dire, est-ce par lâcheté, est-ce par crainte de faire le jeu de l'américanisme ? Nous l'avons déjà dit à maintes reprises, les pires ennemis de la classe ouvrière ce sont tous ces sadiques qui pour assouvir leurs penchants, prétendent jouer au dictateur. Marx, Engels et après eux Lénine, Trotsky, Staline ne sont par des Dieux infaillibles à la vérité infuse, l'histoire nous démontre que les trois derniers furent des assassins qui, pour se maintenir au pouvoir, n'hésitèrent point à écraser leurs camarades de lutte.

Certes les dirigeants des confédérations réformistes ne peuvent pas, ne veulent pas créer les conditions indispensables au redressement de la classe ouvrière, il en est de même de la C.G.T. qui, qu'on le veuille ou non, est essentiellement réformiste et confusionniste. Incontestablement à l'heure actuelle il s'agit d'auto-défense et plus que jamais chaque prolétaire doit se convaincre que les dirigeants de toutes les centrales réformistes y compris la C.G.T., sont vendues corps et âme à la politique, à un parti. Alors le prolétariat doit prendre conscience de son véritable rôle social, historique, et dans un sursaut de révolte, il doit répondre NON aux politiciens, il doit répondre M... à l'américanisme et au bolchevisme car au-dessus des Théories, des Dogmes, des Dieux, des Patries, des Races, des Partis, il y a l'espèce humaine dans son évolution à travers l'espace-temps.

Luc BREGLIANO.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure:

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale: 5 fr.

Lisez et diffusez le C. S.

Le prochain C. S. paraîtra le vendredi 29 Mai

NON! HO CHI MINH
n'est pas un libérateur du peuple

Je ne sais pas si j'ai bien compris ou si l'anachisme ou le syndicalisme révolutionnaire s'est modernisé! Comme on veut nous le faire croire dans certains miliux ou journaux, que notre doctrine et nos buts préconisés par nos camarades d'antan, seraient périmés. Mais ce que nous savons, c'est que nos principes, l5idéologie de Bakounine, Malatesta, etc., n'ont pas changé, les hommes nouveaux, venus à notre idéal changent, mais l'idée reste.

Il me paraît fragile, et me révolte en prenant la plume, pour dire et défendre la position du vieux militant révolutionnaire.

Vouloir défendre notre ennemi n° 1 en prenant parti pour une guerre qui n'est pas la nôtre, au surplus des guerriers plus près de leurs intérêts que de défendre le droit des peuples, volontaires pourvu qu'on y mette le prix. Quelles espérances peut donner à la classe ouvrière la victoire ou un compromis avec Ho-Chi-Minch — que celle d'une dictature de la main de fer sur la classe ouvrière.

Vouloir adopter ce langage absurde ne peut qu'apporter la confusion parmi la classe ouvrière, ce qui n'est pas fait pour rehausser le prestige de l'idéologie libertaire.

Prendre fait et cause pour Ho-Chi-Minh — mais c'est prendre part à la défense de l'U. R. S. S. Quelle différence y a-t-il entre Etats (impérialisme américain, impérialisme russe et français, etc.), incriminer l'un au détriment de l'autre? Non! Cette guerre n'est pas la nôtre, notre action doit porter sur le plan international, notre lutte doit être contre tous les impérialismes responsables des guerres, et en particulier les empires russe et américain, qui, au besoin, seraient d'accord pour déclencher la catastrophe mondiale. Vouloir aussi défendre les pires renégats d'une classe ouvrière abusée par les traîtres à cette dernière, les Frachon, Le Léap, Tollet, Stil, etc., c'est lécher la main qui nous frappera.

Non et non! cette protestation n'est pas la nôtre, bien au contraire, c'est de lutter sans se départir de notre idéal, c'est d'avoir en vue, de l'autre côté, des dictatures qui emprisonnent, torturent nos frères dans les camps de concentration. Tournons nos regards vers ces lieux de souffrances, exigeons de leurs dictateurs et bourreaux leur libération, proclamons la complicité du silence de leurs proémules, ceux que vous prétendez défendre aujourd'hui.

Oui, grève générale, mais pour demander la libération de nos camarades et de tous ceux qui ne pensent pas comme les dictateurs.

Vous dites si nous laissons, après viendra notre tour, allons donc! douteriez-vous de vous-mêmes; si vous êtes des hommes dignes, des précurseurs de notre fier idéal qu'est l'idéal libertaire, si vous avez à cœur les principes d'action directe, si vous accordé l'action à votre idéal. Les hommes d'Etat connaissant notre foi, notre sincérité, notre désintéressement pour une cause noble, hésiteraient à deux fois à une répression, à savoir qu'un libertaire défendra au moment opportun le droit à la vie et la liberté.

L. PRADIER.

Appel à la conscience ouvrière

Travailleurs! les politiciens des syndicats réformistes C. G. T., C. G. T.-F. O., C. F. T. C., etc... des délégues locaux aux délégués permanents siégeant tels de véritables papes, vous ont conduits depuis de nombreuses années à la misère. Leur principal objectif, leur principale préoccupation, n'est pas la révolution sociale comme ils osent le prétendre, mais la dispute du pouvoir politique. Vos maux, vos soucis n'en seront pas réduits pour autant.

Depuis les grandes grèves de juin 1936, ils n'ont fait que trahir et étouffer dans l'ombre, à votre insu, vos véritables aspirations, votre libération d'un Etat et d'un patronat toujours plus féroces. Ils se sont faits les complices conscients de la bourgeoisie internationale des Schneider, des Krupp, des De Wendel, des Michelin et consorts. Etant de beaucoup les plus forts ils ont tout accepté de la part de cette même bourgeoisie: participation au pouvoir, non intervention dans la lutte des travailleurs espagnols avec le fascisme clérical de Franco, acceptation de la tuerie des peuples 1939-45, de la guerre colonialiste d'Indochine, de la sanglante répression contre les couches laborieuses d'Afrique du Nord et de Madagascar, etc...

Travailleurs, après toutes ces ignominies qui ont réduit votre combattivité, ne perdez pas espoir. Pour la défense de vos droits à la vie. Pour l'expropriation du capital fauteur de guerre et de misère. Pour la gestion des usines et des entreprises par les travailleurs eux-mêmes. Un seul moyen! le ralliement à la C. N. T. Demain, devant un prolétariat puissant et organisé, Indépendant des partis politiques, la réaction capitaliste reculera et rendra gorge.

Dès à présent, il faut axer notre combat purement ouvrier en opposition à tous les fossoyeurs politiciens par les justes revendications de la C. N. T.

A savoir: Augmentation massive du salaire des travailleurs de base: 35.000 francs par mois. Dégression ensuite. Rien au sommet de l'échelle hiérarchique; retour immédiat aux 40 heures payés 48;

Suppression des zones de salaires;

Echelle mobile unilatérale;

Retraite à 50 ans pour tous égale au salaire minimum garanti.

JIM.

LE ROLE DU SYNDICAT, COOPERATIVE DE PRODUCTION... ... DANS L'ECONOMIE DE DEMAIN

Le fédéralisme économique ne peut être réalisé sans le concours des syndicats ouvriers, parce que :

1° Ils sont qualifiés pour organiser la production, dont ils connaissent le fonctionnement.

2° Ils groupent tous ceux qui souffrent effectivement des inégalités sociales et qui, par voie de conséquence, ont soif de justice et sont imbus du principe de solidarité. L'application de ce principe s'imposant à eux quotidiennement, ils en connaissent tous les bienfaits.

3° Ceux qui les composent ne seront plus arrêtés, dans leur action revendicative et révolutionnaire, par des scrupules bourgeois empreints d'une sensiblerie qui devient faiblesse dans les époques où l'action s'impose.

Les travailleurs intellectuels, les membres du corps médical, de l'enseignement, les artistes, ont leur place dans cette lutte pour la transformation sociale. Mais nous pouvons constater souvent, avec regret, que ces derniers, s'il leur arrive d'accepter l'idée d'un changement de système, ne vont pas toujours jusqu'à l'acceptation du principe de l'égalité économique qui, selon nous, est la condition « *sine qua non* » de la disparition complète de la lutte des classes.

Les travailleurs constituant la force réelle d'une société, c'est d'eux seuls que peut venir une transformation profonde de cette Société. Tout le « travail » que peuvent faire les partis, tous les aménagements qu'ils peuvent apporter par certaines réformes ou autres lois sociales, ne changent rien au fond du problème. Le capital est toujours le ressort de l'économie; donc point d'égalité économique. L'Etat fait toujours peser sur la majorité le despotisme d'une minorité; donc, point de liberté.

Alors que toutes les institutions sombreront sous les coups répétés de la révolution — qui ne sera jamais l'œuvre des partis — l'organisation professionnelle continuera sa besogne constructive. Elle ne se nommera plus syndicat car le profit ayant disparu, elle n'aura plus à « revendiquer ». Elle deviendra la « Coopérative » de production; car elle groupera les travailleurs coopérant à la production des richesses communes.

Alors que le syndicat aura détruit, la coopérative de production bâtira.

A l'usine, au champ, les travailleurs ne seront plus alors sous la domination du patronat et de l'Etat qui auront disparu.

Ils organiseront la production et désigneront en commun leurs responsables, choisis en considération de leurs compétences respectives. Les conseils d'ateliers, de fermes, de chantiers, procèderont à un choix, qui sera autrement profitable que la formule actuelle, par laquelle les fonctions les plus délicates sont confiées à des « responsables » dont l'ascension sociale est bien plus la conséquence d'une fortune déjà acquise que de qualités incontestables.

Dans le cadre de chaque entreprise, des conseils d'administration seront constitués, dont les membres, révocables à tout moment par ceux qui les auront désignés, ne jouiront d'aucun avantage économique, d'aucun privilège. Donc, plus de lutte de classes, car l'injustice et l'inégalité auront disparu. Le technicien exercera la fonction qui lui revient, mais il aura cessé d'être considéré comme le frère de classe peu sûr qu'il est parfois aujourd'hui.

L'Entreprise, ainsi organisée, sera en fait une coopérative de production. Les méthodes de travail, les horaires, les mesures d'hygiène, tout sera élaboré par les travailleurs eux-mêmes, car nul ne sera plus qualifié qu'eux pour connaître les nécessités et les possibilités dans chaque branche de production.

Les coopératives de production se fédéreront entre elles, localement, régionalement et interrégionalement et constitueront, par conséquent, des unions et des fédérations de coopératives de production, tant professionnellement qu'interprofessionnellement. Ainsi s'établira par une liaison constante et bien comprise, tout un circuit partant de chaque cellule productrice et revenant à elle, après avoir parcouru tout le champ de la production. Par ce système, alors que chaque secteur de la production conservera sa liberté entière de gestion, il bénéficiera de tous les avantages que peut donner une large et libre coopération : celle du fédéralisme.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que les travailleurs en activité, ainsi organisés, seront les organisateurs de l'ensemble de la vie sociale. Certes non, et de beaucoup. La production des richesses communes vise à satisfaire, au mieux des possibilités du moment, les besoins communs. Ces besoins, c'est seulement par les consommateurs qu'on peut les connaître. C'est pourquoi les coopératives de consommation (ou centres de distribution) qui se substitueront aux magasins de détail d'aujourd'hui, seront seules qualifiées pour faire connaître ces besoins.

Pour les grands services publics, ce seront les usagers, groupés en associations, qui feront connaître les besoins de la population.

Dans la commune libertaire, bien que les coopératives de production organiseront la production, la gèreront elles mêmes, elles ne décideront pas dans ce domaine. Elles seront au service de la consommation. Les coopératives de production (aujourd'hui syndicats) auront pour fonction de gérer et d'administrer la production, mais l'orientation de cette dernière sera donnée par les fédérations de consommation.

C'est pour éviter toute dictature que la commune libertaire (ou les communes fédérées) ne donnera pas à la production un rôle directeur dans l'économie. Une partie seulement de la population participe à cette production. Les travailleurs en activité sont loin de constituer la totalité de la population. Aussi n'est-ce pas en nous adressant à ceux-ci que nous connaîtrons les besoins de cette population.

C'est en nous adressant aux consommateurs que nous aurons l'assurance de connaître les besoins réels de l'ensemble de la population. Parmi ceux-ci, nous trouvons les enfants, les travailleurs en activité, les infirmes, les vieillards. Il n'y aura donc point dictature d'un secteur sur l'autre, lorsque la consommation aura donné à la production une orientation conforme aux besoins exprimés. Il y aura simplement respect de la volonté populaire.

U. L., de Clamart.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association — Internationale des Travailleurs —

RÉDACTION - ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les 15 jours

La copie doit arriver le Samedi au plus tard

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr
Changements d'Adresse : 20 francs
C.C.P. André Raux - 262, av. de la République à Epinay-sur-Seine (Seine) C.C.P. 233-92 Paris

CEUX QUI PARLENT DE PAIX

La nouvelle « colombe » lancée par le Kremlin a fait couler beaucoup d'encre durant ces dernières semaines.

Les pro-Russes, les pro-Américains, les contre-ceci, les pour-cela, les naïfs, les stratèges en chambre, tout le monde en parle.

— « La Russie démontre une fois de plus qu'elle est à la pointe du combat pour la Paix », clament nos staliniens.

— « La politique ferme d'Eisenhower, le pacte atlantique, le N. A. T. O. ont obligé les Russes à parlementer », répondent les tenants de l'autre bloc.

Et ainsi le bla-bla-bla continue en faveur de l'une ou l'autre propagande.

Cependant, la réalité se charge de confondre tous les bavards. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les titres de la grande presse: « Désaccord initial à Pan-Mun-Jon, les Sino-Coréens accusent..., l'Etat-Major américain répond..., le Viet-Minh progresse au Laos.. »

Voilà qui n'est guère favorable pour la co-existence pacifique des blocs. Après le thème de la lutte contre les fauteurs de guerre, les caricatures du Krokodil, les discours hystériques des apôtres du socialisme, on ressort les propositions de cohabitation. Que cache ce dernier revirement?

Serait-ce l'effet de la politique des nouveaux maîtres du Kremlin ou l'une des innombrables volte-faces dans la ligne de la tradition stalinienne? Nous pensons, pour notre part, qu'il n'y a là rien qui puisse nous surprendre, la bureaucratie bolchevique nous a habitués à toutes sortes de pirouettes: les pactes avec Chang-Kaï-Chek au détriment des communistes chinois, puis le traité avec Mao-Tsé-Tung, le pacte de non-agression avec Hitler, puis la lutte aux côtés des milliardaires américains pour le triomphe de la « démocratie » sur le fascisme, la guerre froide contre Wall-Street pour la victoire du socialisme, puis les propositions de co-existence...

Pendant ce temps, on arrête les dirigeants de la C. G. T. française, tant pis pour eux, les besoins du marxisme-léninisme passent avant toute considération personnelle. Demain, s'il le faut, on sacrifiera le Viet-Minh sur l'autel de cette nouvelle croisade comme on l'a fait autrefois avec les communistes chinois.

Il faut co-exister à tout prix ou du moins faire croire qu'on est animé de bonnes intentions et par cette subtilité mettre la politique américaine en difficultés.

En effet, que fera le paradis des chômeurs sans la production et l'écoulement des armements, que fera-t-il face à une économie de paix, sinon s'enliser dans les contradictions inhérentes à son système? La diplomatie du Kremlin vient de marquer un point mais elle peut s'attendre à une réplique-éclair des Yankees. Ceux-ci trouveront les prétextes nécessaires à déclencher un conflit et ces prétextes c'est la dictature russe qui les leur fournira parce qu'elle ne consentira jamais, par exemple, à abandonner ses positions en Europe Centrale, sachant qu'elle risque d'être encerclée davantage.

Voilà où se retrouvent les menteurs. Et les beaux discours, les belles propositions ne sont que fumée destinée à endormir des millions de gogos.

La politique des Etats n'a d'autre ressource que la guerre permanente directe ou indirecte et cela ne disparaîtra qu'avec la disparition de ces Etats mêmes et de tous les parasites qu'ils ont enfantés.

La minorité syndicaliste révolutionnaire ne se laisse pas distraire par le bruit des propagandes, elle poursuit inlassablement le combat pour la seule Paix qui soit, c'est-à-dire celle que bâtira la Révolution Sociale dans la Liberté, l'Egalité Economique, la Justice Sociale et le Bien-Etre.

GUYOT (Corresp. de Belgique).

Un regard sur l'avenir

Si chacun de nous pouvait suivre l'évolution du progrès, il serait étonné de trouver tant d'insouciance chez son semblable et lui-même.

En effet, le machinisme moderne, qui chaque jour, dévoile sa puissance dans tous les domaines. Il constaterait que la main-d'œuvre est appelée, dans sa grosse majorité, à disparaître dans un délai relativement court.

La machine supprime des bras et du fait de son perfectionnement, toujours en alerte, ne vise qu'à en réduire le nombre.

Le progrès, qui devrait servir à soulager la peine des hommes, sert à l'anéantissement humain.

Devant ce danger, que voyons-nous, les Centrales syndicales demandent de la productivité et encouragent leurs adhérents à accepter de faire des heures supplémentaires. C'est inouï, c'est insensé.

Pourtant, si les hommes réfléchissaient, face à la machine, ils seraient obligés de convenir:

1° Que ferons-nous demain?

2° Pourquoi faire des enfants?

3° Si le progrès continue son allure infernale, que deviendrons-nous?

Que ferons-nous demain? Lorsqu'une machine supprime des milliers de bras, la logique serait d'étudier l'emploi de tous les bras inoccupés en réduisant les heures de travail. Hélas! en régime capitaliste le profit dirige le cœur et la pensée des exploiteurs.

Les exploités ne veulent pas se rendre compte du danger les menaçant; la première pensée c'est la chance d'être conservé, peu leur importe que les camarades aillent au chômage.

Un jour, leur tour viendra d'être chômeur. Ils verront que vivre avec l'allocation du chômage, 250 francs par jour, c'est mourir lentement par suite des privations alimentaires. Pas besoin de savoir se servir d'une règle à calcul pour trouver la solution; c'est la misère au foyer.

Oui, le machinisme entre les mains des capitalistes ne peut que créer le chômage.

Le chômage est toujours le compagnon de route de la misère et cette misère entraîne la déchéance humaine.

Tant qu'à la deuxième question, elle se résume aisément puisque les parents ne trouvent pas d'embauche, pourquoi procréer. Faire des enfants sous-alimentés, des futurs clients pour les Sana et Préventoria, etc...

Bien avant la guerre, le programme de la C. G. T. S. R., avait comme revendication immédiate les trente-six heures par semaine. Les 36 heures sont de trop, étant donné l'accélération du machinisme.

La C. N. T. reprend l'idée des journées de travail moins élevées, la suppression des heures supplémentaires, le travail à tâche et au rendement.

Il ne faut jamais perdre de vue que le droit à la vie est un besoin social.

A tous de réfléchir et d'agir en conséquence.

Association Internationale des Travailleurs "A. I. T."

ESPAGNE. — Nos camarades espagnols poursuivent la lutte contre le régime franquiste avec un courage et une ténacité inébranlable. A la tête du mouvement de résistance contre les bourreaux de l'Espagne ils ont répandu à profusion un manifeste à l'occasion du 1er mai et nous saluons la réapparition de Solidaridad Obrera, dont le n° 30, sur 4 pages en format réduit, est daté de la première quinzaine d'avril 1953. La C. N. T. est partout en Espagne pour défendre la liberté.

« La C. N. T. ne se tait pas! »

Tel est le titre de première page où le Comité Régional de Catalogne réaffirme la position qu'il a publiée dans un Manifeste en août 1948: « La seule organisation capable de réanimer la lutte contre Franco, de créer à son régime des problèmes qui lui donnent à réfléchir, à lui et à ceux qui le soutiennent, est la *Confédération Nationale du Travail*. Mais une C. N. T. sans corps étrangers, unie en un seul bloc fondé sur la base de nos propres principes, principes apolitiques et révolutionnaires qui l'ont toujours caractérisée, qui ont fait de la C. N. T. une organisation forte et redoutée, facteur déterminant de tous les événements qui ont amené un progrès dans le pays...

« Nous devons nous familiariser avec l'idée que Franco ne sera pas renversé si nous en prions « les Grands », ni en offrant et sacrifiant les attributs de notre virilité. Franco et ses acolytes ne céderont que sous les coups que nous sommes capables de leur donner.

« Fermons pour toujours la parenthèse de la collaboration politique en abandonnant le circonstancialisme, négation de notre personnalité idéologique et révolutionnaire. La liberté de notre peuple doit être l'œuvre de notre propre volonté de lutte et de victoire. Formons les cadres dans nos syndicats et préparons-nous au combat. L'action directe révolutionnaire est la seule tactique capable d'abattre la tyrannie. »

« En 1953, nous n'avons pas un mot à ajouter à ces paroles, précise le C. R. de Catalogne en avril, qui termine par cet appel:

« *Travailleurs de la Régionale Catalane, Militants de la C. N. T.:*

« Confiance en nous-mêmes, et en avant! Poursuivons inlassablement notre œuvre, fidèles à la trajectoire historique de la Confédération Nationale du Travail.

« Pour la C. R. du Travail de Catalogne. Le Comité Régional. »

A l'occasion du 1er mai, c'est le Comité National de la C. N. T. qui, en un appel bon à modifier dans le monde entier, s'adresse:

« A l'opinion publique de notre Espagne mise sous le joug. Aux hommes et aux femmes libres, paladins d'une société libérée de la terreur. Aux travailleurs du monde qui veulent une liberté sans rideaux de sang.

« ... Le Comité National de la C. N. T. veut à cette occasion s'adresser à la conscience libre de la péninsule, aux milliers d'Espagnols qui refusent d'abdiquer leur condition d'hommes libres, pour réaffirmer une fois de plus leur indomptable volonté de lutte, leur fidélité à l'action directe révolutionnaire, leur ferme décision de continuer à livrer bataille à la bête phalangiste du fascisme, jusqu'à terminer avec cette plaie sanglante qui torture la chair du peuple.

« ...La C. N. T. sait, par expérience propre, que les idées de rédemption ont exigé et exigent des martyrs. Les hommes de Chicago, dont nous rappelons l'exemple aujourd'hui, ne l'ont-ils pas été? Mais la C. N. T. sait aussi que cet idéal d'affranchissement finit toujours par s'imposer, par gagner l'esprit des foules et se convertir en forces actives qui avancent irrésistiblement...

« Peuple espagnol, peuple de faits héroïques et de grands sacrifices, le Comité National de la C. N. T. te rappelle, en ce nouveau 1er mai, que l'avenir du sol ibérique sera le résultat de l'effort d'aujourd'hui. Si tu hais le fascisme, manifeste ta répulsion; si tu aimes la justice, exige-là; si tu veux la paix et la liberté, combats pour elles. Parce que personne ne te fera cadeau d'un triomphe qui doit être tien.

« Et à nos compagnons de l'Association Internationale des Travailleurs, au prolétariat mondial en général, aux hommes libres d'au-delà de nos frontières, la C. N. T. dit: tant qu'il y aura en Espagne des prisons franquistes, vous serez prisonniers. Et tant que le fascisme dominera dans la péninsule, assassinant les meilleurs de ses hommes, il n'y aura pas pour vous de paix ni de sécurité. Car la liberté est une et indivisible, et tout crime contre une partie de l'humanité est un crime contre l'humanité entière. En Espagne se joue votre destin. N'abandonnez pas ceux qui défendent vos plus profonds désirs!

Vive le 1er mai! Vive la C. N. T.! Vive la liberté!

Pour la *Confédération Nationale du Travail*, le Comité National.

Espagne, 1er mai 1953. »

Sur l'arbritrage obligatoire

Il ne saurait être question de polémiquer sur cette importante question. Mais, dans l'organe des syndicats indépendants (mot fort usuel présentement), du 21 mars dernier, on nous reproche l'immobilisme et la stérilité des phrases. Notre organe, fort ignoré des autres Centrales, a eu le don d'émouvoir les partisans de l'arbitrage obligatoire. L'adjectif seul suffirait à expliquer notre opposition.

Sans être traditionnalistes, nous avons tout de même du respect pour les décisions syndicales qui nous paraissent logiques et dignes d'être défendues.

Si nous avons rappelé que le Congrès de 1901, de la C. G. T., s'était élevé contre l'arbitrage obligatoire, c'est pour marquer le danger de la voie suivie par ceux qui en sont restés à la collaboration du patronat et du salariat. Bien que nos connaissances demeurent rudimentaires, André Parsal reconnaît que l'idée d'opposition était juste en 1901, mais il ajoute qu'elle est tombée en désuétude par la suite en raison des transformations survenues dans la situation sociale comme sur le plan économique.

Certes, une évolution s'est produite dans les milieux ouvriers et, à une certaine époque, on pouvait penser qu'aucun salarié ignorerait l'organisation syndicale. Mais, chaque Centrale inféodée à un parti politique a connu le désintéressement de bon nombre d'exploités qui, dégoûtés de l'attitude versatile des bonzes syndicaux, demeurent inorganisés.

Pour nous, ce n'est pas rénover le syndicalisme que de sortir cette vieille idée d'arbitrage obligatoire; c'est, au contraire, laisser la porte ouverte à tous les abus que le pouvoir s'arroge en vue de briser la volonté d'action des travailleurs.

Au moment où le droit de grève est discuté, nous ne pouvons accepter cette mesure qui consacrerait la volonté patronale de contrecarrer la recherche de plus de bien-être par les spoliés. Donner aux pouvoirs publics les moyens légaux d'éviter les grèves c'est pratiquement viser à l'abolition du droit sacré qu'elles constituent pour les travailleurs.

Ce n'est pas parce que la C. G. T. est partiellement (et temporairement) d'accord avec nous sur ce point que nous modifierons notre opposition. D'ailleurs, il était interdit d'examiner cette question objectivement dans les Assemblées syndicales, C. G. T. d'avant-guerre.

La conception des syndicats indépendants ne nous paraît pas conforme aux intérêts de la classe ouvrière et pour confirmer notre point de vue nous rappellerons quelques résultats de l'arbitrage obligatoire.

En fin 1933, en Espagne, cette mesure porte de 44 à 48 heures la durée hebdomadaire du travail.

Au début de 1935, en Suède, un contrat collectif en voie de dénonciation pour être trop favorable au patronat fut entériné par arbitrage.

En mars 1935 les métallurgistes belges subissent une réduction de 5 % sur leurs salaires.

Notre opposition à l'arbitrage obligatoire nous pose une question de principe que justifient de tels résultats. Elle se réfère à l'expérience internationale et nous avons le sentiment que le mouvement syndical s'honore en luttant contre les tendances du patronat à imposer une modalité qui n'est qu'un étranglement du droit de grève. C'est l'aile réformiste du mouvement syndical qui a donné dans le panneau, consacrant la collaboration du patronat et du salariat.

Nous ne sommes pas de ceux qui varient avec la couleur du gouvernement comme ce fut le cas des dirigeants de la C. G. T. en 1936. Aucune duperie, aucune complicité ne peut être la conséquence de l'attitude invariable de notre position. Nous continuons de proclamer qu'il n'y a rien de bon à attendre de mesures gouvernementales toujours entachées d'insincérité.

Les raisons ci-dessus ne peuvent être ignorées que par ceux qui cherchent à duper la classe ouvrière par de fallacieux arguments qui, tôt ou tard, se retourneront contre elle.

LALIME.

Une page du mouvement syndical

Après la guerre 1914-18, le mouvement syndical en France voulut se ressaisir et l'on vit au Congrès de Lyon en 1919 une minorité révolutionnaire s'affirmer contre la majorité confédérale jouhautiste. Au Congrès d'Orléans en 1920, elle s'affirma davantage; dommage qu'elle n'eût à cette époque qu'un Frossard pour parler en son nom, la tendance réformiste de trahison resta majoritaire. Mais la vieille tendance C.G.T. d'avant-guerre reprenait de l'ampleur au sein de la C.G.T. unifiée à l'époque, et le Congrès de Lille en 1921 s'annonçait comme devant être le triomphe de la minorité. Partout, dans toutes les Assemblées syndicales le heurt des tendances était violent et partout les révolutionnaires marquaient des points. Devant cette vague qui menaçait de les emporter, les jouhautistes réagirent, et l'on vit ainsi au Congrès de Lille toute une délégation de Marseille monter spécialement pour matraquer les révolutionnaires. Cette délégation était formée par des Inscrits maritimes et avait comme appellation le « Groupe du Marteau ».

Ce Groupe fut constitué par les Rivelli, Mattéi et Guidicelli des Inscrits maritimes. Leur mission au Congrès de Lille fut exécutée et ce fut grâce au sang-froid des révolutionnaires que le sang ne coula pas et que le Congrès put continuer ses travaux.

Mais la mission du Groupe du Marteau ne se termina pas à ce Congrès. Dans un Congrès de l'U. D. des Bouches-du-Rhône, à Miramas, les matraqueurs du Groupe essayèrent encore leur méthode. Là il n'y eût pas grand dommage, car les révolutionnaires réagirent violemment et efficacement. Les nervis de Rivelli comprirent à leur dépens ce jour-là qu'ils n'étaient pas les plus forts. Ils eurent leur revanche quelques jours plus tard, lors d'une réunion organisée au Théâtre des Variétés à Marseille et où Jouhaux prit la parole. Les révolutionnaires qui reprochaient à Jouhaux sa trahison en 1914 furent matraqués et sérieusement blessés; entre autres Mayoux, Roubaud, etc..., Pendant quelque temps on n'entendit plus parler du « Groupe », mais il se montra encore une fois actif lors d'un meeting qui eut lieu dans la salle Ferrer à la Bourse du Travail à Marseille et où Matton (1), secrétaire de l'U. D. des Bouches-du-Rhône, formait le Bureau. Le Groupe se rua à l'assaut de la tribune pour s'en emparer. C'eût été chose faite si, devant la situation quelques syndicalistes et anarchistes montant à leur tour sur la tribune et renversant la situation avec des arguments que les nervis appréciaient fort bien, chassaient ceux-ci de leurs positions acquises et c'est alors que leur chef Guidicelli, pris à la gorge par un camarade anarchiste, sortit son revolver et tira. Par bonheur pour le camarade anarchiste, celui-ci avait des notions de boxe et ses reflexes jouant rapidement, il put d'un coup sur l'avant-bras faire dévier le coup qui lui était destiné, malheureusement la balle alla tuer un ouvrier cordonnier assistant au meeting, Sala, adhérent au Syndicat Jouhautiste et membre du Parti Communiste. Naturellement, comme pour Ducœur le 11 janvier 1924, Guidicelli ne fut jamais inquiété pour ce meurtre. Cela fit que ce même Giudicelli osa, comme si rien ne s'était passé, assister aux Assemblées syndicales, ce qui provoqua de la part des syndicalistes révolutionnaires leur départ lors d'une Assemblée de l'Union locale quand celui-ci fit son entrée dans la salle. Et les Jouhautistes s'en réjouirent et ne se firent pas faute de nous abreuver des qualificatifs les plus abjects.

Par la suite, le Groupe agit encore sur la personne de « July » qui essayait de constituer un Syndicat d'inscrits et d'agents du Service général à bord. Ils l'attirèrent dans un guet-apens et le matraquèrent sérieusement. A la suite de cet incident et de la position prise par le secrétariat de l'U. D. U. des Bouches-du-Rhône, un militant du Groupe du Marteau demanda au Secrétariat de l'U.D.U. une entrevue qui lui fut accordée. Cette entrevue eut lieu dans la salle 18, Bourse du Travail à Marseille. Le militant du Groupe était Bastiani. Il y vint. Depuis ce jour, je crois que le Groupe du Marteau ne fit plus parler de lui.

(1) Matton M., communiste et plus tard élu au Parti, démissionna du Secrétariat de l'U. D., tellement il avait eu peur.

Ph. P.

Histoire de tanneurs

(*Suite de la première page*)

ver toi-même, un peu ! Essaie de sortir des sentiers par trop battus ou de l'inaction où tu te complais et pense que le syndicalisme révolutionnaire possède des buts représentant, tout de même, la solution valable pour trancher ce problème de la production et de la répartition que le capitalisme ne sait organiser que pour survivre... que lui importe si le peuple en crève.

PIERRE